# TRANSYLVANIAN REVIEW

Vol. XIX, Supplement No. 5: 4, 2010

# Recent Studies on Past and Present IV. Tradition and Invention

# Edited by Marius Eppel • Loránd Mádly • Tudor Sălăgean • Attila Varga

#### **ROMANIAN ACADEMY**

Chairman: Academician **Ionel Haiduc** 

CENTER FOR
TRANSYLVANIAN STUDIES
Director:
Academician Ioan-Aurel Pop

Publication indexed and abstracted in the Thomson Reuters Social Sciences Citation Index®, in Social Scisearch® and in the Journal Citation Reports/Social Sciences Edition, and included in EBSCO's and ELSEVIER's products.

Recent Studies on Past and Present

Editor Alexandru Simon

On the cover: Studium Generale (15  $^{\scriptscriptstyle \text{TM}}$  Century)

Printed in Romania by COLOR PRINT
66, 22 Decembrie 1989 St.,
Zalāu 450031, Romania
Tel. (0040)260-660598;
(0040)260-661752
www.colorprint.ro

**Transylvanian Review** continues the tradition of **Revue de Transylvanie**, founded by Silviu Dragomir, which was published in Cluj and then in Sibiu between 1934 and 1944.

Transylvanian Review is published 4 times a year by the Center for Transylvanian Studies and the Romanian Academy.

#### EDITORIAL BOARD

CESARE ALZATI, Ph.D. Facoltà di Scienze della Formazione, Istituto di Storia Moderna e Contemporanea, Università Cattolica, Milan, Italy

HORST FASSEL, Ph.D.

Institut für donauschwäbische Geschichte und Landeskunde, Tübingen, Germany

KONRAD GÜNDISCH, Ph.D.

Bundesinstitut für Kultur und Geschichte der Deutschen im östlichen Europa,

Oldenburg, Germany

HARALD HEPPNER, Ph.D.

Institut für Geschichte, Graz, Austria Paul E. Michelson, Ph.D.

Huntington University, Indiana, USA

ALEXANDRU ZUB, Ph.D.
Chairman of the History Section of the Romanian Academy, Director of the A. D.
Xenopol Institute of History, Iasi, Romania

#### **EDITORIAL STAFF**

Nicolae Bocşan Ioan Bolovan
Vasile Sălăjan Raveca Divricean
Alexandru Simon Nicolae Sucală-Cuc
Rudolf Grăf

#### Translated by

Bogdan Aldea—English Liana Lăpădatu—French

#### **Desktop Publishing**

Edith Fogarasi Cosmina Varga

Correspondence, manuscripts and books should be sent to: **Transylvanian Review**,

#### Centrul de Studii Transilvane

(Center for Transylvanian Studies) 12–14 Mihail Kogălniceanu St., 400084 Cluj-Napoca, Romania

cst@acad-cluj.ro www.centruldestudiitransilvane.ro

### **Contents**

• Editors' Note	5
• I. Heritage and Innovation	7
I.1. Legacies, Images and Expectations	
Imperial Death in Byzantium: A Preliminary View on the Negative Funerals Bogdan-Petru Maleon	9
The Scenes of the Apocalypse of Sucevitza Monastery Arcadie M. Bodale	33
La personnalité et l'époque de Sigismond de Luxembourg à travers les ouvrages des historiens germaniques de Transylvanie du XIX° siècle Loránd Mádly	65
The Holy See and the Romanian Greek-Catholic Church during the Years of Austrian Neo-Liberalism  Ana Victoria Sima	73
I.2. Concepts, Patterns and Representations	
Histoire, vérité et dialectique. L'Identité et l'Autre Horațiu-Marius Trif	93
Philosophy of History Issues in the Work of J. G. Herder Vlad Mureşan	105
L'Autre dans l'hypostase de l'Américain Elena-Andreea Trif-Boia	115
Balkan Didactic Literature in the Post-Communist Era Adriana Cupcea	127
• II. Change and Continuity	139
II.1. Modern Cultural and Political Evolutions	
Considerations concerning the Typography of Buda and the Culture from Wallachia and Moldavia  Anca Tatay	141
Les Élites Politiques de la Roumanie et la Diplomatie Française: le cas de Ion C. Brătianu Anamaria Vele	157
The Representatives of the Oradea Vicarage in the Eparchial Synod of Arad between 1900 and 1918 Marius Eppel	165

The Bells and the "Great War", or about the Action of the Requisition of Bells Belonging to the Romanian Transylvanian Community  Elena Crinela Holom	175
A "Nightingale" of the Literary Pages Magazine (Turda 1934-1943): Yvonne Rossignon Nicoleta Botezatu	187
II.2. Constructing and Surviving Identity	
The Jews from Cluj in September 1940 Artur Lakatos	197
La communauté macédo-roumaine dans la politique étrangère de la Roumanie Ionuț Nistor	205
The 1972 Bucharest Meeting between Nicolae Ceauşescu and János Kádár László Wellmann	219
The USSR and the process of de-Stalinization Mihai Croitor, Sanda Borşa	229
• III. Border Concepts and Border Affairs	243
III.1. Expansion and Regression	
From Comitatus Confinium to the Border Mark Ioan Marian Țiplic	245
Il notaio anonimo del re Béla di Ungheria e la schola episcopale di Vercelli Tudor Sălăgean	263
Venetian and Habsburg Coordinates of Anti-Ottoman Crusading in the Mid 1470s Alexandru Simon	269
III.2. Trade, Profit and Land	
Handel und Händler im siebenbürgischen Osthandel de 16. Jahrhunderts Mária Pakucs–Willcocks	299
Greek and Aromanian merchants, protagonists of the trade relations betwee Transylvania, Wallachia, Moldavia and the Northern Italian Peninsula Cristian Luca	en 313
The Danube Navigation in the Making of David Urquhart's Russophobia Constantin Ardeleanu	337
List of Authors	353

## La communauté macédo-roumaine dans la politique étrangère de la Roumanie

1940-1942

IONUŢ NISTOR

En analysant le phénomène de La Deuxième Guerre mondiale, l'historiographie roumaine a surpris de diverses perspectives des aspects politiques, diplomatiques, militaires ou socio-économiques, sans réaliser, toutefois, une recherche systématique d'une direction apparemment périphérique, comme l'est l'évolution des communautés roumaines des Balkans<sup>1</sup>. Une certaine démarche contribue, sans doute, à la reconstitution des structures identitaires, sociales et politiques des groupes des "compatriotes" restés hors le cadre de l'État et aussi à la mise en évidence d'une image polymorphe sur le rôle que ces communautés ont eu dans l'articulation des directions d'action diplomatique de la Roumanie. L'étude est d'autant plus important que le fond de la guerre change le système de relations entre l'état et l'individu et du "centre", sous la forme de "l'état-souche", à la "banlieue", représentée par les sociétés marginales parrainées. La Deuxième Guerre mondiale a mis le problème de la réconfiguration géo-politique de l'Europe et les lideurs politiques et l'élite intelectuelle ont commencé à se préoccuper de la place et de l'espace que la Roumanie allait occuper dans la nouvelle architecture.

Les autorités de Bucarest se sont concentrées, dans ces conditions-là, non seulement sur les opérations militaires ou sur l'effort de la guerre, mais aussi sur les préparations d'un point de vue personnel, qu'elles allaient présenter aux grandes puissances, en anticipant même au cours du conflit une sollution de la paix qui les avantage. De l'initiative et sous "le patronage" de Mihai Antonescu, des diplomates, des gens politiques, des journalistes et des spécialistes en histoire, en

Étude financée par le Projet UE, FSE, POSDRU, 89/1.5./S/61104 (2010-2013)

géographie, en droit ou en économie ont travaillé dès 1941, pour le Bureau de la Paix de Bucarest, à des projets d'organisation du sud-est européen et du replacement de l'état roumain dans le nouveau cadre géopolitique. Parmi les directions d'action diplomatique et les préoccupations académiques on a compté le maintien des communautés roumaines restées hors le cadre de l'État² – des habitants de la principauté de Transylvanie, de la Bessarabie – et de ceux qui n'ont pas fait partie effectivement de l'état – des habitants de la République moldave du Dniestr, du Timoc, des macédo-roumains – raccordées à un "esprit roumain" et à une zone d'intérêt qui justifie les éventuelles prétentions territoriales en voisinage.

La préoccupation de l'état roumain pour la condition des Valaques (Aroumains) de Macédoine a été, dans ce contexte, importante, d'autant plus si on place les actions des autorités roumaines sur le fond de la guerre, des pertes territoriales, matérielles et humaines. Répandus sur le territoire des quatre états - Albanie, Serbie, Bulgarie et Grèce – à la suite du traité de Bucarest et du système Paris-Versailles, les macédo-roumains étaient une population suffisamment nombreuse pour susciter l'intérêt des états voisins. A l'essai des diplomaties d'Athènes, de Sofia, de Belgrade et de Bucarest de s'approprier des avantages territoriaux et stratégiques dans ce mosaïque ethnique, on a déclenché une intense polémique diplomatique et académique quant au poids des populations dans les Balkans. Du point de vue des autorités roumaines, en l'absence des données officielles concrètes, le chiffre des macédo-roumains s'élevait à approximativement 250-300.000 personnes. En 1941, à la demande de Ion Antonescu, Vasile Stoica élaborait le mémoire intitulé Les Roumains macédoniens, dans lequel il présentait la position géographique et les activités de cette population et dans lequel il soutenait qu'en Albanie vivaient 40.000 Aroumains, en Yougoslavie 70.000, en Grèce 160.000 et en Bulgarie 5-60003. Les informations que ce document officiel contient, en circuit fermé<sup>4</sup>, ont été infirmées dans un ouvrage de propagande intitulé L'Espace historique et ethnique roumain, paru en 1942. Conformément à ce livre commandé par Ion Antonescu et réalisé par un groupe de rechercheurs de différents instituts du pays, pour la popularisation de l'histoire, "des droits et des intérêts roumains" dans la perspective de la prochaine conférence de la paix, le nombre des macédo-roumains parvenait à 465.000, étant distribués de la manière suivante: 283.000 en Macédoine serbe, 72.000 en Macédoine albanaise, 11.000 en Macédoine bulgaire et 3000 en Istrie<sup>5</sup>.

Les fonds envoyés de Bucarest dans la période 1940-1944, par l'intermédiaire du Ministère de la Culture Nationale, la Présidence du Conseil des Ministres, la Banque Nationale de la Roumanie et le Conseil de patronage des roumains de la Grèce, de la Bulgarie, de la Serbie et de l'Albanie s'élevaient à 315.000.000 lei, auxquels on ajoutait des dizaines de tonnes d'aliments ou des produits de pre-

mière nécessité. Les autorités roumaines ont accordé de l'assistance consulaire aux macédo-roumains, d'autant plus que les zones habitées par eux ont passé, pendant quatre ans, de l'autorité de la Grèce, de la Yougoslavie et de l'Albanie, sous l'adminstration allemande, italienne et bulgaire et ont entretenu, assez difficilement, le système d'enseignement de Macédoine. Les écoles primaires étaient gérées par un agent local appellé L'Administration des écoles et des églises de Grèce, qui avait le siège à Thessalonique, et les écoles secondaires, par le directeur de chacune. Tous dépendaient hiérarchiquement du Ministère de l'Education, par le Service Culturel des roumains de l'étranger<sup>6</sup>.

Les établissements scolaires et les églises qui existaient en Grèce fonctionnaient, en effet, sur la foi du consensus tacite entre l'état grec et l'état roumain, ces institutions n'appartenant ni à l'état, ni étant soutenues par la communauté aroumaine, mais appartenant au gouvernement de Bucarest avec la permission des autorités d'Athènes. Par conséquent, les officiels grecs ne reconnaissaient la valabilité des études faites dans les écoles soutenues financièrement par la Roumanie, plaçant les émoulus dans la catégorie des analphabètes<sup>7</sup> et mettant en fait les aroumains dans l'impossibilité de se former une élite. La programme analytique était identique à celle de Roumanie, mais l'état grec intervenait dans la sélection des manuels utilisés dans les établissements roumains, comme le prouve la démarche de l'Inspectorat scolaire général des écoles étrangères et minoritaires de Thessalonique, en mai 1940. A l'occasion d'un contrôle, l'autorité grecque a interdit l'utilisation des livres de lecture pour la IIIe et la IVe écrites par Maria Biciulescu, Ion Tasi et Iosif Gebrea Simionescu parce qu'ils contenaient des passages qui touchaient le prestige du peuple grec. La réaction du Ministère de l'Education Nationale a été prompte, la décision prise à ce moment-là étant de rompre des manuels les feuilles respectives, contenant les fragments qui faisaient référence à la domination des phanariotes et de Tudor Vladimirescu, en promettant que, dans la période 1940-1941, on allait imprimer de nouveaux livres8, adaptés au contexte.

En Albanie, le régime juridique des écoles roumaines s'est entammé, jusqu'en 1935, sur la Déclaration de 2 octobre 1921, signée par le représentant albanais devant le Conseil de la Société des Nations et ratifié le 17 février 1922. A l'article 5 on mentionnait, pour les minorités ethniques, le droit de maintenir des écoles ou d'en créer à des moyens individuels et d'utiliser librement sa langue. Contrairement à cette déclaration, la Constitution albanaise de 1933 a disposé la clôture de tous les établissements particuliers, c'est-à-dire ceux qui entraient sous l'incidence de l'article 5, qui vient d'être invoqué. A la recommandation de la Société des Nations, les autorités albanaises ont publié, le 12 février 1935, le Règlement regardant les écoles minoritaires, par lequel on donnait le droit aux communautés de se constituer des écoles particulières. Conformément à ce docu-

ment-là, en 1941 fonctionnaient 7 écoles primaires publiques. La programme analytique était celle officielle albanaise et les disciplines étaient enseignées en roumain, à l'exception de l'histoire et de la géographie. Le paiement des professeurs était fait par le gouvernement de Tirana et l'état roumain leur accordait aussi une indemnisation supplémentaire de 1200 lei par mois.

En Bulgarie il y avaient deux écoles primaires, à Sofia et à Giumala et leur fonctionnement était dû à la réciprocité que la Roumanie assurait aux établissements bulgaires. La programme analytique des écoles primaires était celle officielle roumaine et au lycée, celle bulgaire. La langue officielle de l'état s'utilisait seulement au cas des "disciplines nationales".

Après le début de la guerre italo-turque en octobre 1940 et l'invasion du Reich en avril 1941, la plupart des écoles roumaines ont été fermées<sup>10</sup>; une partie des enseignants – accusés de sentiments anti-grecs, de collaborationnisme ou de trahison – ont été déportés, et d'autres se sont refugiés en Roumanie<sup>11</sup>. Certaines autorités militaires et civiles locales ont invoqué l'état de guerre pour empêcher la reprise des cours dans les institutions roumaines, tel étant le cas pour l'école de Poroi. Le directeur de l'institution a fait des démarches pour le recommencement du processus éducatif auprès du chef de la police bulgare, qui administrait la région à la suite de la retraite des troupes allemandes. Sa réponse a été négative, justifiée par la décision des autorités locales de maintenir fermées les écoles de la région<sup>12</sup>.

Les efforts personnels des directeurs et le soutien matériel de la part des autorités de Bucarest ont eu, pourtant, des conséquences, de manière que l'activité éducative se déroulait dans 26 institutions d'enseignement au début de l'année scolaire 1941-1942. En revanche, ces écoles étaient en mauvais état et certaines d'entre elles étaient impropres pour le déroulement du processus éducatif. Un rapport de l'Administration des écoles et des églises de Macédoine rédigé par Gh. Papagheorghe montre que l'école primaire de Giumala (Bulgarie) n'avait pas de matériel didactique et nécessitait des réparations dont le coût s'élevait à 200 000 lei<sup>13</sup>, tandis que le bâtiment du lycée commercial de garçons de Salonic, y compris l'ameublement de l'internat (dortoirs à lits, salles de bains, cuisine) a été réquisitionné par l'armée allemande, et les élèves habitaient dans des chambres insalubres, dormaient par terre et mangeaient par séries14. Il y avait aussi, évidemment, des situations meilleures qui ne peuvent figurer, malheureusement, que sur la liste des exceptions. Le même Gh. Papagheorghe constatait que le lycée de Sofia était bien organisé, il contenait des laboratoires de chimie, sciences naturelles, physique et dessin, et l'Institut Roumain, qui se trouvait dans le même bâtiment, disposait d'une grande salle de fêtes où on organisait des conférences publiques ou des visionnages de films et d'une bibliothèque de 6 000 volumes<sup>15</sup>. Néanmoins, pour fabriquer l'ameublement nécessaire pour la salle de lecture de l'Institut, relier uniformément les 6 000 livres, construire l'école primaire de Sofia, construire l'internat du lycée, réparer le bâtiment et l'ameublement de l'école de Giumala et rendre fonctionnelle l'école de Poroi, 6 millions lei étaient nécessaires<sup>16</sup>.

Le système éducatif n'était pas le seul domaine affecté par la guerre, nécessitant soutien et réformes structurales, les églises se trouvaient dans la même situation. Le nombre des églises a baissé continuellement : des 38 églises enregistrées à la fin des guerres balkaniques, seulement 19 ont survécu<sup>17</sup>. Sur le territoire de l'État grec il y avait 11 églises, dont les prêtres étaient subordonnés à l'hiérarchie de l'Église Orthodoxe grecque, même s'ils étaient rémunérés par l'État roumain. Une structure hiérarchisée propre, dirigée par un métropolite, qui protège mieux la communauté macédo-roumaine des pressions du clergé grec et qui offre aux Macédo-Roumains la possibilité de participer aux rituels en roumain, aurait constitué une solution contre le processus de dénationalisation. Mais une telle structure manquait et ce manque continuait à préoccuper surtout les dirigeants de la communauté. L'absence de cette hiérarchie était doublée par la formation insuffisante des prêtres qui servaient dans les églises roumaines. Dans un rapport de l'Administration des écoles et des églises datant de janvier 1940, on mentionnait qu'en Grèce il y avait 2 prêtres ayant terminé les cours du séminaire théologique et huit prêtres avec le cours primaire incomplet<sup>18</sup>.

En 1941, au printemps, l'État roumain a repris l'idée de constituer un évêché roumain au sud du Danube, car Ion Antonescu échangeait une correspondance sur ce sujet avec le Patriarche Nicodim et le Synode de l'Église Orthodoxe. Les communautés macédo-roumaines de Grèce demandaient, elles aussi, une solution rapide, car elles percevaient le danger beaucoup plus intensément. Une telle pétition, signée par les habitants du village Veria, demandait qu'on « désignât un doyen pour diriger notre cause », car on avait perdu l'intérêt pour les églises de Macédoine, et les représentants de l'administration grecque « cherchent à détruire nos sanctuaires»<sup>19</sup>. Le 17 décembre 1942, Nicodim répondait au maréchal qu'après 1920, des démarches ont été faites en Bulgarie et en Yougoslavie pour l'établissement d'une structure ecclésiastique, mais sans aucun résultat. A son tour, le Synode a exprimé un point de vue dont les conclusions soutenaient que, du point de vue canonique et politique, il n'était pas possible de créer un évêché pour les Macédo-Roumains puisque la Patriarchie Roumaine ne pouvait pas intervenir directement dans un problème qui tenait à une juridiction étrangère<sup>20</sup>.

Les autorités ecclésiastiques de Bucarest ont pris pourtant certaines mesures dans le but d'améliorer la situation de Macédoine. Ainsi, le prêtre Ieremia Decu, professeur de religion au lycée de Salonic, a-t-il été nommé archiprêtre pour les Macédo-Roumains de Grèce se trouvant sous occupation italienne. Sa

mission était d'organiser les églises et de guider la vie religieuse des Aroumains<sup>21</sup>. En même temps, un accord a été signé avec le Ministères de la Culture Nationale et des Cultes, par lequel tous les professeurs de religion devaient être ordonnés sous l'obligation d'organiser les communautés roumaines de la région. D'autres mesures visant l'accroissement de l'efficacité ont été appliquées en septembre 1942, quand les églises roumaines de la Péninsule Balkanique ont été transférées de l'Administration de l'Enseignement Privé et Confessionnel à la Direction des Cultes, notamment au Service du Culte Orthodoxe Roumain de la Péninsule Balkanique, dirigé par le prêtre Olimp Căciulă<sup>22</sup>.

Malheureusement, les décisions prises par les autorités de Bucarest ne pouvaient être appliquées que difficilement à cause de la situation de Macédoine et du contexte trouble dans lequel elles survenaient. En novembre 1942, plus de 15 églises roumaines étaient fermées ou hébergeaient des messes pour d'autres communautés<sup>23</sup>, d'autres avaient été détruites en 1940 lors des bombardements – tel était le cas de l'église Hrupiştea « la plus belle église de Grèce », selon les affirmations du consul général de Salonic<sup>24</sup>.

Cependant, au-delà de l'intention d'améliorer la situation des Aroumains et audelà de la perspective morale et caritative, le gouvernement de Bucarest a eu un intérêt politique manifeste pour cette communauté du sud du Danube. Les Valaques pouvaient servir, comme d'autres fois au cours du  $20^{\text{ème}}$  siècle, dans une stratégie de politique étrangère conçue à Bucarest dans le but de maintenir l'équilibre des forces dans les Balkans. La présence d'une population apparentée dans cette région justifiait l'implication de la Roumanie dans le problème de la reconfiguration géopolitique de la région et consacrait la position de l'État roumain comme décideur dans le ré-établissement des frontières balkaniques.

Le fait que la Roumanie s'intéressait à la position qu'elle devait adopter envers la situation de la région et qu'elle avait déjà une vision dans ce sens est prouvé par le mémoire envoyé par Mihai Antonescu à Manfred von Killinger, le Ministre de l'Allemagne de Bucarest, le 23 avril 1941. Comme il connaissait, par l'intermédiaire des ministres roumains de Sofia et Budapest, les décisions prises par Ribbentrop et Ciano à Vienne, lors de la réunion déroulée entre le 20 et le 22 avril concernant la division de la Yougoslavie, Mihai Antonescu a transmis au Reich un document qui synthétisait le point de vue roumain. Dans le mémoire, il montrait que « la Roumanie s'est amoindrie, le territoire-tampon entre les Slaves, c'est-à-dire la Dobroudja, a été comprimé, tandis que la situation raciale, politique, économique et stratégique de la Bulgarie augmentent considérablement. Ce peuple lutte contre les intérêt ethniques roumains dans les Balkans »<sup>25</sup>. Dans ces conditions, l'État roumain sollicitait la reconsidération de toutes les frontières du sud-est de l'Europe, car les conditions de l'équilibre politique avaient changé radicalement et les modifications faites exclusivement en faveur de la

Bulgarie affectaient les intérêts européens de l'Allemagne et de l'Axe et « menaçaient » les droits de la Roumanie. Par conséquent, Antonescu proposait de créer dans les Balkans une Macédoine libre, qui comprenait les régions habitées par les Macédo-Roumains, et un « condominium », une « co-souveraineté » allemande-italienne-roumaine pour la région du Timok. Dans la vision du gouvernement de Bucarest, ces solutions auraient assuré l'équilibre, auraient protégé les droits des Roumains du sud du Danube et auraient séparé les territoires bulgare et serbe<sup>26</sup>.

Le mémoire de Mihai Antonescu montre, en premier lieu, la position tranchante des autorités roumaines vis-à-vis de la Bulgarie et des changements survenus dans les Balkans dès le début de la guerre. La surveillance stricte réalisée par la Roumanie sur la région et, particulièrement, sur son voisin du sud, prouve l'importance de la « direction Balkans » dans la politique étrangère de la Roumanie et dans la conception politico-militaire du gouvernement Antonescu. La Bulgarie était considérée, dans ces conditions, le principal facteur perturbateur de l'équilibre dans la région et devenait donc, comme au début du 20 eme siècle, l'un des principaux adversaires de la Roumanie, se trouvant si près. La position géographique de l'État bulgare, ses prétentions et ses nouvelles acquisitions territoriales le transformaient dans un pouvoir régional important, qui concurrençait et sapait le rôle de l'État roumain dans la région. Cette perception, très répandue à Bucarest, a été à l'origine de la demande adressée par Mihai Antonescu à Killinger visant la rétrocession du Quadrilatère à la Roumanie, en échange des territoires acquis par les Bulgares dans les Balkans. La récupération des départements Durostor et Caliacra signifiait, au niveau pratique, la création d'une frontière sûre dans le sud de l'État et une récompense pour l'extension de la Bulgarie au sud et au sud-ouest, qui lui donnait des avantages sociopolitiques par rapport à la Roumanie. La solution proposée par Antonescu concernant la Macédoine et la région Timok-Vadar ne semble pas viable, si on regarde en perspective, à cause des intérêts multiples liés à cette zone et de l'éloignement de la fin du conflit, qui aurait pu redessiner la carte du sud-est de l'Europe. On doit remarquer de même la façon dont Antonescu a présenté la situation existante dans la région, son appel à des thèmes sensibles pour la diplomatie du Reich : l'extension et le danger slave ou la légitimité de l'intérêt allemand dans les Balkans étaient censés attirer l'attention des Allemands. Au-delà de « l'opportunité » des propositions roumaines, reste l'intérêt de l'État roumain pour l'espace du sud du Danube, pour l'organisation de l'Europe de l'après-guerre et pour la réaffirmation du rôle de la Roumanie en tant qu'acteur politique, dans une configuration d'inspiration allemande.

Il faut mentionner qu'en avril 1941, les autorités de Bucarest ont posé le problème du destin de la zone des Balkans après la fin de la guerre et ont essayé d'identifier des solutions possibles pour la future conférence de paix. Il est évident qu'en 1941, quand la position du Reich était solide et rien n'anticipait les échecs ultérieurs, la diplomatie de Bucarest prenait en compte le facteur allemand et choisissait ses stratégies, ses actions et ses solutions conformément à « l'ordre » établi par Berlin. La démarche d'Antonescu en vue de l'acquisition du Quadrilatère a été également importante, comme un acte politique compensatoire, puisqu'elle a prouvé ainsi que l'intérêt des autorités de Bucarest pour les deux départements du sud de la Dobroudja n'avait pas disparu complètement, même si la récupération de la Bessarabie et du nord de la Transylvanie étaient les thèmes dominants du discours politique.

En ce qui concerne la manière dont le gouvernement Ion Antonescu se rapportait aux problèmes de la communauté aroumaine et au rôle que celle-ci détenait dans la politique étrangère de la Roumanie, le rapport du conseiller technique August Culiani de 1941 est aussi significatif. Il soutenait que : « donner des indications, au milieu de la présente guerre mondiale, sur les moyens d'améliorer la situation culturelle des Roumains des pays balkaniques semblerait une prétention prématurée, car on ne sait pas quelle sera la situation politique des pays balkaniques à la fin de la guerre et la conception de ceux qui dicteront la paix sur le traitement des minorités au cadre de la nouvelle Europe »<sup>27</sup>. Pourtant, il affirmait aussi que l'État roumain doit être « très vigilent sur le destin que le traité de paix créera pour les Roumains de ces pays-là »<sup>28</sup>.

Mihai Antonescu a eu le même type de discours en juin 1942, lors de la réunion de la Section Politique du Bureau de la Paix. Il soutenait, à cette occasion, que les problèmes des Roumains des Balkans devaient préoccuper particulièrement le gouvernement de Bucarest<sup>29</sup> et qu'il était nécessaire que les autorités compétentes prennent en compte « les possibilités de résolution de nos droits et notre droit de protéger cette population » <sup>30</sup>. Les deux points de vue exposés montrent l'intérêt particulier que la Roumanie avait l'intention d'accorder à la communauté aroumaine dans la perspective de la conférence de paix, et invoquent la légitimité de l'intervention de l'État roumain pour la protection des intérêts de cette population. D'ailleurs, les efforts faits par les politiques et les spécialistes pour prouver la liaison ethnique et historique entre le peuple roumain et les Aroumains et pour introduire la région balkanique dans l'espace d'intérêt de la Roumanie étaient constants et consistants à cette époque-là.

Mihai Antonescu déclarait, lors de la même occasion, que « pour ce matériel documentaire, il faut trouver, par tous les moyens, des chiffres, des statistiques, des informations et concentrer toutes nos actions diplomatiques pour montrer le destin de ces Roumains »<sup>31</sup> et, en même temps, « insister sur le problème du peuple roumain en tant que mission de peuple marginal », « présenter la Roumanie comme un facteur d'ordre et de reconstruction européenne ou

comme un facteur de conservation européenne et, si nécessaire, comparer cette mission à la fameuse mission apostolique du bassin du Danube »<sup>32</sup>. Le discours d'Antonescu reprenait, d'ailleurs, une série de thèmes utilisés fréquemment par la diplomatie roumaine, dès le début du 20ème siècle. Le placement du peuple roumain dans un espace de frontière et son investissement avec des qualités supérieures, qui pouvaient assurer l'équilibre dans une région tourmentée et être un facteur de stabilité et un pilier solide pour la reconstruction européenne, dans le sens civilisateur et institutionnel, rappellent le discours plus ancien de Ionel Bratianu qui, en 1903, soutenait que « la Roumanie se trouve aux portes de l'Orient du côté de l'Europe civilisée ».

Cette situation de l'État roumain et la liaison du peuple du nord du Danube avec le groupe balkanique légitimaient l'intérêt et l'implication du gouvernement de Bucarest dans le destin des Aroumains et justifiaient la demande de solutionner favorablement les problèmes d'ordre éthique, culturel ou politique de la communauté de Pind.

Afin de soutenir une telle perspective du point de vue scientifique et afin de démontrer aux grands pouvoirs et à la future conférence la véridicité de sa position, la diplomatie roumaine a commandé une série d'études et a rédigé des rapports om l'on présentait la destinée commune des deux « branches du corps de la romanité orientale ». Ainsi, dans une étude réalisée par Vasile Stoica et présenté à Ion Antonescu en avril 1941, montrait-on que « l'origine des Roumains de Macédoine se confond avec l'origine du peuple roumain entier ; ils sont des îles qui ont survécu de cette masse de population romane et romanisée qui s'étendait de la Mer Adriatique au Danube Moyen »<sup>33</sup>. En essayant de démontrer que ces Aroumains ont le droit à une vie politique et culturelle autonome, le même Vasile Stoica mentionnait les privilèges dont les Valaques jouissaient au moment de l'Empire Byzantin et faisait référence aux organisations locales qui avaient existé pendant l'Empire Ottoman.

A l'initiative du gouvernement roumain, une série d'études ont été commandées pour préparer la conférence de paix ; ces études allaient circuler dans les milieux politiques et publiques internationaux et attiraient l'attention sur la relation historique qui existaient entre les Roumains des deux côtés du Danube et sur les intérêts de la Roumanie qui découlent de cette relation. Parmi les travaux finalisés se trouvent l'étude de V. Papacostea, intitulée *Românii macedoneni (Les Roumains Macédoines)* et les trois volumes réunis sous le titre *Spațiul istoric și etnic românesc (L'espace historique et ethnique roumain)*, parus en 1942. Le troisième volume de ce travail mentionne que le peuple roumain, né sur les deux côtés du Danube, des Carpates jusqu'au milieu de la Péninsule Balkanique, a vécu son histoire la plus ancienne sur le territoire de la Dacie<sup>35</sup>. On montre aussi que le plus grand peuple du sud-est de l'Europe a été partagé en trois branches après l'arrivée des Slaves, en

formant les groupes daco-roumain, macédo-roumain et istro-roumain<sup>36</sup>. "Les Roumains Macédoines, écrivent les auteurs, sont des sentinelles lointaines qui montrent la force passée des Roumains de la région balkanique, et les Istro-Roumains représentent un pont ethnique vers la latinité italienne »<sup>37</sup>.

A partir de 1943, les préoccupations du gouvernement de Bucarest dans ce sens ont été moins intenses, en raison du contexte, des défaites successives de l'Allemagne, du changement du rapport des forces en Europe et de la tentative de la Roumanie de s'adapter à ces réalités en créant des projets alternatifs à moyen terme. Le changement du régime du 23 août 1944, mais aussi le nouveau contexte, marqué par le début du processus de communisation des États de la région et par la division en blocs de l'Europe, ont modifié radicalement l'agenda diplomatique de la Roumanie et ont rendu difficile le dialogue avec les grands pouvoirs décideurs et avec les États voisins en 1947. Même si les projets élaborés par les autorités roumaines en 1941-1942 ne se sont pas matérialisés, la perspective offerte par les diplomates roumains dans les années de guerre sur le rôle de la communauté macédo-roumaine, la position de la Roumanie dans la région balkanique et l'organisation de l'Europe de l'après-guerre reste, néanmoins, intéressante. L'échange de lettres et le discours soutenu au début du conflit montrent l'importance des Valaques dans la politique étrangère de l'État roumain. Le Service culturel des Roumains se trouvant au-delà des frontières de la Roumanie soutenait en décembre 1941 : « il faut être prêt à profiter de chaque instant pour construire des écoles et des églises au moins dans les régions à population roumaine compacte et il faut créer des cantines scolaires afin de combattre la propagande grecque »38. A son tour, August Culiani écrivait dans son rapport que, au cas où – et cela était bien plausible – on établirait après la guerre un régime général pour les minorités de tous les pays, avec le consentement des États intéressés et la garantie des pouvoirs, ou par des accords spéciaux bilatéraux fondés sur le principe de la réciprocité qui garantisse le destin de ces communautés<sup>39</sup>, la Roumanie devrait présenter son point de vue. Il proposait de créer des organismes roumains de culture et de culte, de construire des églises dans chaque localité ayant de la population aroumaine, d'accorder de la liberté au mouvement culturel roumain soutenu par la création des écoles confessionnelles de tout degré, de créer des banques populaires et des coopératives roumaines soutenues par Bucarest en tant qu'intermédiaires pour les imports et les exports et, enfin, de former une élite intellectuelle au sud du Danube qui s'assure que les droits gagnés par les traités de paix ne restent pas seulement sur papier<sup>40</sup>.

Ces solutions, qui reflétaient en fait les problèmes du système roumain de Macédoine, n'ont été appliquées ni pendant, ni après la guerre. En fait, tout au long du 20ème siècle, il n'y a pas eu de réforme structurelle applicable à la communauté aroumaine, pas assez de ressources pour rendre efficace le mouve-

ment culturel de Macédoine. Dans cette période marquée par la guerre, les Roumains des Balkans ont constitué de nouveau pour les autorités de Bucarest un moyen efficace de s'impliquer dans les affaires balkaniques et de réglementer des problèmes territoriaux et politiques de la région.

#### Notes

- 1. Parmi les récentes études dédiées à l'analyse de la communauté macédo-roumaine et de son rôle dans l'acte diplomatique roumain, on mentionne: Thede Kahl, *Istoria* aromânilor vlahi si meglenoromâni din Europa de Sud-Est (L'Histoire des Aroumains Valaques et Mégléno-roumains de l'Europe de Sud-Est), Bucarest, 2005; Ioan M. Cardula, Istoria armănilor, (L'Histoire des Aroumains), Constanta, 2001; Tănase Bujduveanu, Aromânii din Peninsula Balcanică, (Les Aroumains des Balkans), Constanta, 2004; Adina Berciu-Drăghicescu, Aromânii în publicațiile culturale 1880-1940 (reviste, almanahuri, calendare), (Les Aroumains dans les publications culturelles 1880-1914 (revues, almanachs, calendriers), Bucarest, 2003; Gh. Zbuchea, O istorie a românilor din Peninsula Balcanică (secolul XVIII-XX), (Une histoire des Roumains des Balkans (XVIII-XX siècles), Bucarest, 1999; Gh. Zbuchea, Problema aromânilor în timpul celui de-al doilea năzboi mondial, (Le Problème des Aroumains pendant La Deuxième Guerre mondiale), dans Perenitatea vlahilor în Balcani. Istorie și civilizație aromânească, (La Pérénité des Valaques dans les Balkans. Histoire et civilisation aroumaine), IIe édition, Constanța, 1996. Il y a aussi une série de préoccupations dans le sens de la restitution documentaire, de l'édition de quelques sources de l'histoire qui font référence à l'histoire des roumains des Balkans, qui peuvent être trouvées dans les volumes d'Adina Berciu-Drăghicescu, Maria Petre, Școli și biserici românești din Peninsula Balcanică. Documente (1864-1948), (Écoles et églises roumaines des Balkans. Documents (1864-1948)), Bucarest, 2004 et de Stelian Brezeanu (coord.), Românii de la sud de Dunăre. Documente, (Les Roumains au sud du Danube. Documents), Bucarest, 1997, qui couvrent un intervalle généreux et qui, par les études introductifs et la contribution informationnelle substantielle, représentent des pylônes importants de la recherche.
- 2. On se réfère là-dessous à la configuration de l'état roumain en 1941.
- 3. Gh. Zbuchea, Le Problème des Aroumains ..., p. 10.
- 4. Le document mentionné était un mémoire entre les autorités roumaines et, étant données les conditions, il peut être crédible du point de vue de l'honnêteté et de la précision de l'information, sans pouvoir être suspecté de significations propagandistes.
- 5. Spațiul istoric și etnic românesc, (L'Espace historique et ethnique roumain), 3e volume, Edition Militaire, 1922, p. 14. En connaissant la nature et la mission de ces volumes, on est, évidemment, réservés, en ce qui concerne l'objectivité des informations offertes.
- Le rapport numéro 7024/1941 du conseiller techique August Culiani, dans les Archives Nationales Historiques Centrales (ANIC), fond du Ministère de l'Education Nationale, dossier 1444, 1941, f. 6.

- 7. Gh. Zbuchea, Une histoire..., Bucarest, 1999, p. 202.
- 8. L'Administration des écoles et des églises roumaines de Grèce vers le Ministère de L'Education Nationale, le 9 mai 1940, en ANIC, fond du Ministère de L'Education Nationale, dossier 1314, 1940, f. 399.
- 9. Ibidem.
- 10. En 1941, il y avait 35 écoles primaires, dont 29 en Grèce, 5 en Albanie, 1 en Bulgarie, et le nombre d'écoles secondaires avait baissé à 4, toutes ces dernières se trouvant sur le territoire de l'état grec voir Rapport no. 7024/1941 du conseiller technique August Culiani, dans ANIC, fond du Ministère de l'Éducation Nationale, dossier 1444, 1941, f. 5v.
- 11. Gh. Zbuchea, Problème..., p. 13.
- 12. Copie du rapport no. 1081 du 17 juin 1941 du Bureau de l'Administration des écoles et des églises roumaines de Grèce, adressé au Consulat Général de la Roumanie à Thessaloniki, dans ANIC, fond du Ministère de l'Éducation Nationale, dossier 1444, 1941, f. 103.
- 13. Rapport de Gh. Papagheorghe, administrateur général des écoles et des églises roumaines de Macédoine, adressé au MCNC (Ministère de la Culture Nationale et des Cultes), le 3 mars 1942, dans AMAE (Archives du Ministère des Affaires Étrangères), fond Problème 15, vol. 46, f. 332, dans *Écoles et églises...*, éditeur Adina Berciu Draghicescu, Bucarest, 2004, p. 581.
- 14. Extrait du rapport de l'Administration des écoles et des églises roumaines de Macédoine, le 11 novembre 1942, dans AMAE, fond Problème 15, vol. 34, f. 364, dans *Ibidem*, p. 587.
- 15. Rapport de Gh. Papagheorghe, administrateur général des écoles et des églises roumaines de Macédoine, adressé à MCNC, le 3 mars 1942, dans AMAE, fond Problème 15, vol. 46, f. 332, dans *Ibidem*, p. 582.
- 16. Ibidem, p. 583.
- 17. Rapport no. 7024/1941 du conseiller technique August Culiani, dans les Archives Nationales Historiques Centrales (ANIC), fond du Ministère de l'Éducation Nationale, dossier 1444, 1941, f. 5v.
- 18. L'Administration des écoles et des églises roumaines de Grèce pour MEN (Ministère de l'Éducation Nationale), le 27 janvier 1940, dans ANIC, fond du Ministère de l'Éducation Nationale, dossier 1317, 1940, f. 8.
- 19. La Communauté roumaine de Veria (Grèce) pour MCNC, le 1<sup>er</sup> février. 1942, dans ANIC, fond du MCNC, dossier 1722, 1942, f. 264.
- 20. Gh. Zbuchea, Problème..., p. 15.
- 21. *Ibidem*, p. 16.
- 22. "Le Moniteur Officiel", no. 206, 4 sept. 1942, p. 7354.
- 23. Extrait du rapport de l'Administration générale des écoles et des églises roumaines de Macédoine, le 11 novembre 1942, dans AMAE, Problème 15, vol. 34, f. 364, dans *Écoles et églises...*, p. 588.
- 24. Copie du rapport du Consulat Général de Salonic no. 1043 du 22 nov. 1940 adressé au Ministère des Affaires Étrangères, dans ANIC, fond du Ministère de l'Éducation Nationale, dossier 1444, 1941, f. 125.

- 25. Le mémoire de Mihai Antonescu adressé à Manfred von Killinger, le 23 avril 1941, dans AMAE, fond Allemagne, vol. 82, f. 271-276, dans *Les Roumains...*, p. 310.
- 26. Ibidem; voir aussi Gh. Zbuchea, Problème..., p. 20.
- 27. Rapport no. 7024/1941 du conseiller technique August Culiani, dans ANIC, fond du MCNC, dossier 1444, 1941, f. 8v
- 28. Ibidem.
- 29. Réunion de la Section politique. Directives et orientations suggérées par Mihai Antonescu, le 16 juin 1942, dans les Archives Militaires Roumaines, fond 948, dossier 713, f. 5-27, dans Pacea de mîine. Documente ale Comisiei constituite în vederea pregătirii conferinței de pace de după cel de-al doilea năzboi mondial (1942-1944), (La paix du lendemain. Documents de la Commission préparés en vue de la conférence de paix d'après la Seconde guerre mondiale (1924-1944)), éditeur Petre Otu, Bucarest, 2006, p. 72.
- 30. *Ibidem*, p. 74.
- 31. *Ibidem*, p. 72.
- 32. Ibidem, p. 76.
- 33. Extrait de l'étude rédigée par Vasile Stoica et présentée au Général Ion Antonescu concernant les Roumains Macédoines, avril 1941, dans AMAE, fond Roumanie, dossier 71/1920-1944, vol. 59, f. 11-24, dans *Les Roumains...*, p. 316.
- 34. Note de service concernant l'activité du Bureau de la Paix, dans *La Paix du lendemain*, p. 333.
- 35. L'Espace historique..., p. 5.
- 36. Ibidem.
- 37. *Ibidem*, p. 68.
- 38. Le Service Culturel des Roumains se trouvant au-delà des frontières de la Roumanie pour la Direction Comptabilité du Ministère de l'Éducation Nationale, le 3 décembre 1941, dans ANIC, dossier 1444, 1941, f. 200.
- 39. Rapport no. 7024/1941 du conseiller technique August Culiani, dans , fond du MCNC, dossier 1444, 1941, f. 8v
- 40. Ibidem, f. 9.

#### **Abstract**

The Macedo-Romanian Community in Romania's Foreign Policy (1940-1942

In the context of the Second World War, the Romanian authorities focused not only on military operations, but also on preparing their own position, which they would present to the most powerful nations, thus trying to anticipate a favorable peace solution while the war was still under way. At the initiative and under the patronage of Mihai Antonescu, politicians, journalists and specialists in history, geography, law or economics worked, starting from 1941, within the Peace Office in Bucharest, on projects concerning the organization of South-Eastern Europe and the re-positioning of the Romanian state in the new geo-political context. Their diplomatic actions and academic concerns were underlain by the desire to maintain those Romanian communities that had remained outside the state - Transylvanians, Bessarabians - and those which had not actually been part of the state - the people in Transnistria, Bulgaria and the Macedo-Romanians - connected to the "Romanian spirit" and to an area of interest that could justify the potential territorial claims in the near vicinity. The Bucharest government had an obvious political interest for this community located South of the Danube. The Vlachs could serve, as it had happened before in the 2th century, a coherent foreign policy strategy conceived in the capital city of Romania with a view to maintaining the power balance in the Balkans. The presence of a related population in this area justified Romania's involvement in the geo-political reconfiguration of the area and confirmed the position of the Romanian state as a decision-maker in reestablishing the borders in the Balkans.

#### Keywords

Macedo-Romanians, diplomacy, Balkans, minorities, frontiers

#### ANA-VICTORIA SIMA, Ph.D.

Babeş-Bolyai University, Faculty of History and Philosophy, Romanian Academy, Center for Transylvanian Studies

1 Kogălniceanu St., Cluj-Napoca 400084, Romania e-mail: annasimma@yahoo.it

#### ALEXANDRU SIMON, Ph.D.

Romanian Academy, Center for Transylvanian Studies, Cluj-Napoca

12–14 Kogălniceanu St., Cluj-Napoca 400084, Romania

e-mail: alexandrusimon2003@yahoo.com

#### ANCA TATAY, Ph.D. candidate

Romanian Academy, George Bariţiu Institute of History

12–14 Kogălniceanu St., Cluj-Napoca 400084, Romania

e-mail: ancatatai@yahoo.com

#### HORATIU-MARIUS TRIF, Ph.D.

Babeş-Bolyai University, Faculty of Psychology and Educational Sciences

7 Sindicatelor St., Cluj-Napoca 400029, Romania e-mail: trif horatiu@yahoo.com

#### ELENA-ANDREEA TRIF-BOIA, Ph.D.

Babeş-Bolyai University, Faculty of History and Philosophy

1 Kogălniceanu St., Cluj-Napoca 400084, Romania e-mail: boia andreea@vahoo.com

#### IOAN MARIAN TIPLIC, Ph.D.

Lucian Blaga University, Faculty of History and Cultural Heritage, Romanian Academy, Center for Transylvanian Studies

5–7 Victoriei Blvd., Sibiu 550024, Romania e-mail: ioan-marian.tiplic@ulbs.ro

#### ATTILA VARGA, Ph.D.

Romanian Academy, George Bariţiu Institute of History

12–14 Kogălniceanu St., Cluj-Napoca 400084, Romania

e-mail: atyvarga@yahoo.com

#### Anamaria Vele, Ph.D.

Romanian Academy, George Bariţiu Institute of History

12–14 Kogălniceanu St., Cluj-Napoca 400084, Romania

e-mail: anamariavele@yahoo.com

#### LÁSZIÓ WELLMANN, Ph.D.

Babeş-Bolyai University, Faculty of History and Philosophy

1 Kogălniceanu St., Cluj-Napoca 400084, Romania e-mail: laszlowellmann@yahoo.com